

Varsovie a cessé d'exister à des fins pratiques. Nous assistons, en URSS, à des événements qui amènent à se demander si la fédération y survivra.

Je pense que les États-Unis sont fatigués de leur rôle de garant de la sécurité occidentale et qu'en tout cas, ils en ont assez de dépenser les sommes astronomiques que cela suppose. On se demande donc si la position bien ancrée de repli sur soi-même qui a toujours prévalu aux États-Unis s'accroîtra davantage dans les années à venir. On se demande aussi ce que cela signifierait pour le Canada du point de vue des alliances et des conséquences. Je partage pleinement votre pessimisme.

David Cox : Depuis dix ans maintenant, je m'intéresse principalement à la limitation des armements et à la sécurité. Le débat sur la limitation des armements avait essentiellement pour objectif de trouver des solutions non catastrophiques à la situation dans laquelle nous nous trouvons, qui résulte en grande partie du développement et de la prolifération des armes nucléaires. Du point de vue de la limitation des armements, la situation est donc meilleure, pas pire, mais je pense que, maintenant, la limitation des armements pose un problème psychologique. Au lieu d'être confronté à un dilemme et à une question politiques assez clairs (comment abandonner les armes nucléaires), nous découvrons qu'il nous faut régler un ensemble de questions qui ont été soulevées autour de la table.

Alors que faire ? Je serais tenté de répondre qu'il faut réessayer ce que l'on a déjà essayé avant. C'est-à-dire de reprendre les procédures de limitation institutionnelles et de recommencer. Comme l'ont fait la Ligue puis les Nations-Unies pour maîtriser des conflits qui n'étaient pas catastrophiques, mais qui risquaient de s'envenimer. D'un point de vue canadien, cette solution offre des possibilités, mais aussi une vaste zone d'incertitude dans laquelle notre influence serait très limitée.

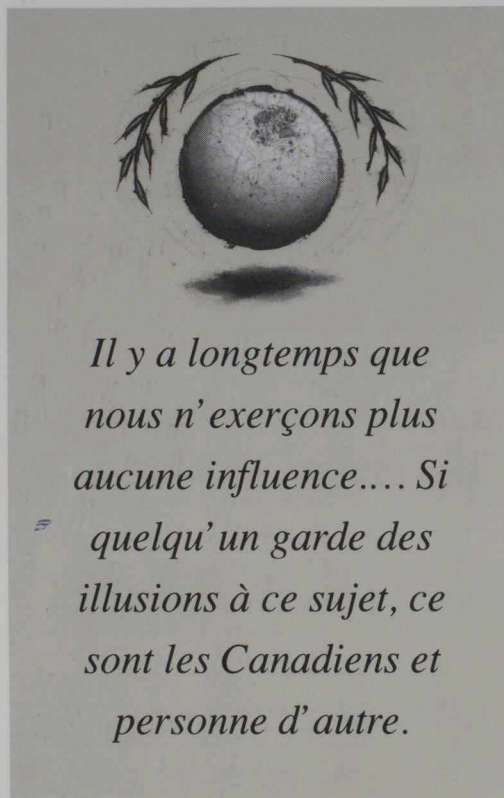
Stein : Dans tout ce que nous avons dit, il y a un thème commun, à savoir que les changements actuels provoquent une instabilité qui, à son tour, est facteur d'incertitude. Pourquoi y penser en termes négatifs ? Moi, je ne les vois pas ainsi. Si nous regardons ce qui existait auparavant, nous nous apercevons que les structures de ces quarante dernières années étaient dangereuses. Nous avons évité ces dangers en usant de toute une série de processus fortuits. Les changements auxquels nous assistons aujourd'hui éloignent beaucoup les plus grands dangers qui pesaient sur l'ensemble du système de sécurité. Très franchement, la question, pour le Canada, est de savoir ce qu'il peut faire pour consolider les changements qui servent ses intérêts dans la mesure où ils créent un environnement bien moins dangereux que celui dans lequel il vit depuis quarante ans.

Stairs : En réponse au commentaire de Janice, je poserai la question suivante : pourquoi nous sentions nous plus rassurés face à la terreur familiale ? À mon avis, la réponse est assez simple,

du moins pour les Canadiens et Canadiennes. La terreur que nous connaissions était, en fait, une terreur stable dont nous comprenions tous les règles. Et les règles étaient, à dire vrai, suffisamment stables pour que, moi le premier, je n'aie jamais vraiment craint qu'elles s'effondrent à un moment ou à un autre. Ce qui se passe actuellement, c'est que nous les changeons toutes sans connaître celles qui viendront à la place. Par ailleurs, nous tournons autour d'un problème évident : le problème allemand.

Cox : Quel est le problème allemand en 1991 ?

Stairs : C'est le problème allemand classique : l'Allemagne est une énorme agglomération de



Il y a longtemps que nous n'exerçons plus aucune influence.... Si quelqu'un garde des illusions à ce sujet, ce sont les Canadiens et personne d'autre.

puissance qui, quoique l'on en dise, va être, ou pourrait être, alimentée par un regain de nationalisme. Maintenant, la question est de savoir si cette renaissance du nationalisme prendra des formes dangereuses. J'éprouve quelque appréhension à ce sujet et, si j'étais polonais, je me sentirais très nerveux.

Stein : Avant de passer au problème allemand, j'aimerais revenir sur ce qu'a dit Denis. Une grande part de la recherche faite ces derniers temps à partir des nouvelles informations transmises par les Soviétiques contredit son propos et donne à penser que les règles du jeu étaient mal définies pour plusieurs sujets explosifs. Nous avons frôlé plusieurs fois le conflit dans la période de l'après-guerre. Je ne crois guère en la justesse des jugements de gens qui ont été contraints de travailler avec ces règles du jeu. Je

n'éprouve pas la moindre nostalgie pour le sens de la prévision que ces règles imposaient.

J'ai évoqué les dangers qu'il y aurait dans des régions autres que l'Europe, des dangers réellement menaçants, selon moi, notamment en ce qui concerne la nucléarisation du Moyen-Orient. Celle-ci se poursuit malgré le changement survenu dans les rapports entre les États-Unis et l'URSS. En Irak, en Libye, en Israël, elle est antérieure à ce changement. La question est de savoir si de meilleurs rapports entre les Américains et les Soviétiques nous aideront à mieux la gérer.

Thériault : Il me semble tout à fait concevable que, dans quinze à vingt ans, l'expression même de «rapports Est-Ouest» ne correspondra plus à la situation. L'hostilité qui caractérisait ces rapports s'atténue très rapidement. Mikhaïl Gorbatchev est manifestement décidé à les redéfinir entièrement de façon à pouvoir compter sur les crédits et la technologie de l'Occident, qui l'aideront dans la tâche immense qu'il doit entreprendre, à savoir restructurer l'économie de son pays.

Cependant, c'est franchir un pas très important que de proposer, à partir de cette situation certes très prometteuse, que l'Union soviétique devienne, pour les pays occidentaux, le pôle des plus gros investissements à l'étranger. Les Soviétiques ont une très lourde responsabilité à assumer : il leur incombe d'aller bien plus loin vers le désarmement. Les Américains vont vouloir voir quelques changements de taille de la part de l'URSS, en ce qui concerne les rapports entre les puissances et la réduction des forces armées, des changements qui montreront très clairement qu'elle ne redeviendra pas menaçante.

Stairs : À mon avis, que les changements internes en URSS soient définitifs ou non, le retour à un gel des relations semblable à la Guerre froide est fort improbable. En revanche, ce qui se passe en Europe est une toute autre histoire, car nous assistons (sous une hégémonie allemande ou du fait d'arrangements communautaires qui fonctionneront réellement) à la naissance d'un énorme colosse européen. Nous vivons véritablement un autre genre de changement dans l'équilibre mondial des puissances qui créera de nouvelles tensions.

Tout cela étaye les principes assez traditionnels de la politique étrangère canadienne, qui consiste à encourager nettement l'institutionnalisation des rapports internationaux. Je dirai que rien de ce qui se passe au niveau international ne justifie la modification de ce principe général et stratégique.

Hill : Y aura-t-il encore dans quinze ans quelque chose que l'on puisse toujours qualifier de menace, de ces choses que contenait le Livre blanc de la défense ? Y aura-t-il une place pour le Canada en Europe dans quinze ans ?

Cox : Imaginons une Europe au sein de laquelle nous aurions une Union soviétique quelque peu en retrait, et cette Allemagne réunifiée en pleine élosion, mais dans le contexte de la communauté européenne, avec les États-Unis et le Canada, surtout les États-Unis, comme garant étranger ▽